REPUBLIQUE FRANÇAISE | Liberté — Egalité — Fraternité

DEPARTEMENT DE LA CREUSE —— PREMIERE CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

ELECTRICES, ELECTEURS,

Des élections législatives anticipées, nouvelle preuve — comme en novembre 1962 — de la fragilité et des contradictions du régime gaulliste, vous sont imposées, sous une forme à nouveau baclée, empêchant ainsi les candidats de s'entretenir valablement avec vous des problèmes de fond ; à l'origine des récentes explosions de colère populaire, déclenchées par le détonateur estudiantin et la question universitaire, permettant aux centrales ouvrières d'affirmer le mécontentement de millions de travailleurs des villes ou des campagnes.

Depuis 1871, la France n'avait pas connu une crise semblable et cela après dix ans de pouvoir absolu : c'est grave, très grave, et doit vous faire réfléchir.

— UNE SITUATION EXPLOSIVE. — Mes trois enfants étant étudiants à Paris, j'ai pu sur place mesurer tant à la Sorbonne, à l'Odéon, dans les Facultés qu'à l'Assemblée Nationale, l'extrême gravité de la crise de régime que le pays traverse ; crise à point de départ universitaire mais surtout économique, sociale, structurelle.

L'Etat en effet, dont c'était le rôle de prévoir et d'éviter cette crise, n'a pas fait son devoir ; après dix ans de pouvoir absolu, autoritaire, basé sur le monologue et la télévision, il est incapable de calmer la Rue par un dialogue raisonnable : **le pourra-t-il demain** ?

C'est impossible, sauf en utilisant la force en face des légitimes revendications d'une société qui cherche sa mutation et qui réclame de nouveaux interlocuteurs : dans ce cas, ce serait la guerre civile.

Nous ne pouvons les uns et les autres, quelles que soient nos opinions politiques, philosophiques ou confessionnelles accepter cette perspective.

Pour l'éviter, pour éliminer le risque de guerre civile il nous faut, **il vous faut un changement complet de politique : votre salut n'est qu'à ce prix.**

Je vous demande donc d'y réfléchir car vous êtes appelé à être les victimes des moments qui viennent de bouleverser la France. N'aggravez pas par un vote réflexe, conditionné par la peur, la très grave situation que nous subissons, que vous subissez.

Depuis l'injurieux « chienlit », depuis une pénible allocution sur le référendum, nous attendions tous, vous attendiez tous lors d'un récent face à face bien préparé, un programme, un projet concret capable de résoudre la crise qui n'est pas terminée, on vous a donné :

— UN MOT « participation », mot cité depuis longtemps par le régime, mais vide de contenu après tant d'autres : lacune, retard, erreur, participation, association, continent, continentale, responsabilités, etc...

— UN EPOUVANTAIL : la peur, instrument indispensable pour faire voter les inquiets, les hésitants, ceux qui ne comprennent pas ou se refusent à comprendre ; ainsi, pense le pouvoir : le parti de la peur nous sauvera et éventuellement améliorera notre majorité... La politique de l'Autruche !

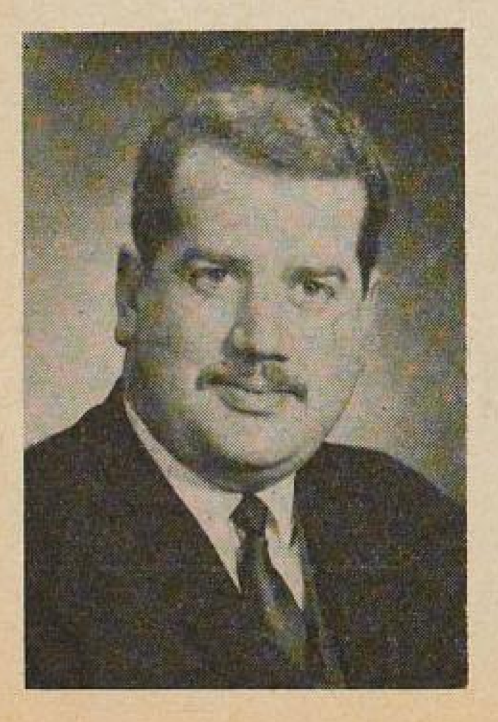
Mais rien ne sera résolu, la Rue ne sera pas calmée, la crise se durcira.

QUE FAIRE. — Changer de majorité, de politique.

— Changer de structures en permettant aux représentants qualifiés des différentes couches sociales: jeunes, enseignants, exploitants agricoles, anciens combattants, handicapés physiques, personnes âgées, retraités, de faire entendre leur voix avec efficacité à l'échelon communal, départemental, régional et national.

— Changer de méthodes, en substituant au monologue, le dialogue ; au téléguidage radio-télévisé, une télévision efficace permettant et donnant le droit à l'information, à l'instruction continue...

— Changer de moyens en reconnaissant la valeur réelle comme véritable moteur de l'expansion, non seulement le pouvoir étudiant et l'Université critique mais aussi le pouvoir paysan, le pouvoir syndical.



PIERRE BLANCHET

Né à Guéret le 31 mai 1934
Inspecteur commercial

Fils de notre regretté et très estimé camarade **Sylvain Blanchet**, député de la Creuse, rapporteur de la loi sur l'Office du Blé, cultivateur et ardent défenseur des exploitants agricoles.
Benjamin du Conseil municipal (élu S.F.I.O.) maire-adjoint.

Appel de CHANDERNAGOR

Je demande instamment aux socialistes, aux démocrates, à mes amis, de faire confiance à la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et à ses candidats de la première circonscription, nos camarades Pierre FERRAND et Pierre BLANCHET.

André Chandernagor.

IMPR. D. ZULIANI - GUERET

QUEL PROGRAMME. — Celui de la **Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste**, c'est-à-dire celui mis au point par ceux qui la composent : le Parti socialiste S.F.I.O., le Parti radical et radical socialiste, les Clubs ; premier jalon d'un programme commun de toute la Gauche depuis longtemps présenté par mon ami Pierre MENDES FRANCE « un gouvernement, une législature, un plan ».

Nous ajoutons que, à titre de médecin comme à titre d'ancien combattant, nous récusons la violence sous toutes ses formes, et sommes partisans d'une démocratie socialiste alliant liberté et socialisme, seule alternative valable entre la France du passé et du futur.

PROGRAMME GENERAL

Agriculteurs. — Indexation des prix agricoles (supprimée en 1958).

Politique des structures, réglementation stricte des cumuls, soutien des marchés, l'arrêt des importations.

Une vraie politique de la production laitière (priorité pour certaines productions spécialisées).

Réorganisation totale du marché de la viande avec création de l'office de la viande.

Réforme du système d'application de la T.V.A. à l'agriculture et allègements fiscaux.

Augmentation de l'indemnité viagère de départ.

Allègement des charges sociales qui ont triplé depuis 1960.

Parité dans le domaine de l'enseignement général avec bourses spéciales pour les enfants d'agriculteurs, le revenu cadastral n'étant pas toujours une référence valable.

Réorganisation du remembrement rural avec participation financière plus importante de l'Etat, gratuité dans certains cas ; et aussi plus grande rapidité d'exécution des projets.

Crédits à long terme, 30 ans 2 % pour nos régions à vocation d'élevage.

Une caisse de calamités agricoles avec forte participation de l'Etat, et cela d'autant plus que **nos agriculteurs risquent demain d'être les principales victimes des derniers événements et des hausses** qui vont gravement accuser la différence des prix industriels et des prix agricoles.

Commerçants, artisans. — Indispensables à nos centres ruraux. Ils doivent être protégés, aidés, notamment contre la concurrence des supermarchés et la superfiscalité.

Enseignants, familles. — Une véritable réforme démocratique pour que les familles et leurs enfants ne soient plus victimes des carences de l'Etat qui forme actuellement des jeunes, inadaptés à la vie de demain et sans garantie d'emplois.

Aveugles et grands infirmes. — Une vie plus digne doit leur être permise et la solidarité à leur égard considérée comme un devoir pour tous.

Retraités, personnes âgées. — Ils ont des droits sur nous ; pour les aider j'ai construit à **Royère** la première maison de retraite du département. Une retraite décente pour tous à 55 et 60 ans sur la mise minimum du S.M.I.G.

Anciens Combattants. — Je connais vos problèmes, je suis des vôtres (carte nº 28 006).

Armée. — Service militaire d'un an. Suppression de la force de frappe et utilisation de la recherche atomique à des fins pacifiques.

Femmes. — Emancipation de la femme par l'élimination des inégalités, des injustices en ce qui concerne sa condition dans le travail, dans le mariage et dans la maternité.

Sans omettre la protection et l'éducation de **l'enfance inadaptée.**

Jeunes. — Votez contre une politique économique rétrograde qui ne vous offre pas d'emploi et prévoit au Vᵉ Plan 600 000 chômeurs.

Enfin, politique fiscale, juste et sincère au service du développement de l'économie pour pallier à l'injustice flagrante actuelle. Abrogation des ordonnances de la Sécurité Sociale, suppression des abattements de zone, amnistie générale.

LA DEFENSE DU DEPARTEMENT : sera notre souci majeur : nous ferons tout en notre pouvoir pour empêcher le dépérissement de nos bourgs menacés de suppression de bureaux de poste, de perceptions, des impôts...

Un plan d'action pour sauver le département doit être dressé pour s'opposer à l'action gouvernementale, et un Comité de défense, groupant toutes les organisations, doit être créé.

Soutien aux entreprises creusoises qui ne pourront faire face aux nouvelles charges imposées par une inflation inévitable.

Telles sont les lignes générales de notre action : on ne peut tout dire en si peu de lignes.

Mais vous nous connaissez.

Vous savez que nous avons l'appui de tous les maires et conseillers généraux de la F.G.D.S., l'appui de tous les vrais démocrates, de tous les républicains, de tous les socialistes, de tous les radicaux sincères.

Si vous voulez être associés à la mise en œuvre d'une politique nouvelle, « REAGISSEZ » non par un vote de peur, mais **pour des solutions efficaces**
pour l'application d'une véritable démocratie socialiste.

Ne vous laissez pas enfermer dans le faux dilemne : d'une part le gaullisme, d'autre part le communisme alors que la majeure partie des électeurs est entre ces deux formations.

VOTEZ POUR LA SEULE ALTERNATIVE VALABLE — VOTEZ SOCIALISTE — VOTEZ F.G.D.S.
VOTEZ pour la paix civile — Pour la paix internationale — Pour le progrès social — POUR L'ESPOIR
PAS D'ABSTENTION VOTEZ MASSIVEMENT VOTEZ pour les candidats de l'avenir socialiste

PLACEZ EN TETE FERRAND-BLANCHET DES LE PREMIER TOUR

Docteur FERRAND
Maire de Royère — Conseiller général — Ancien Député

Pierre BLANCHET
Adjoint (S.F.I.O.) du Maire de Guéret